

ANNEXE 2
H



m u e
le 29/06/19
H

Service de Coordination
des Politiques Interministérielles
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

Installations classées pour la protection de l'environnement
commune de SAINT-SAUVEUR
ELCIMAÏ Réalisations
Ouverture d'une enquête publique
Rectification d'erreur matérielle

ARRETE du 27 JUIN 2019
La Préfète de la Somme,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les titres 1er des Livres V de ses parties législatives et réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 28 août 2017 nommant Monsieur Cyril MOREAU, sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Somme ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 nommant Madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant Madame Muriel NGUYEN, Préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2019 donnant délégation de signature à Madame Myriam GARCIA, Secrétaire Générale de la préfecture de la Somme et en cas d'absence ou d'empêchement, à Monsieur Cyril MOREAU, sous-préfet directeur de cabinet ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 juin 2019, organisant une enquête publique du 28 juin 2019 au 29 juillet 2019 inclus, sur la demande présentée le 30 juillet 2018 par la société ELCIMAÏ Réalisations, dont le siège social est situé 3, rue de la Brasserie Gruber à MELUN (77000), complétée le 8 avril 2019, en vue d'exploiter un entrepôt logistique sur le territoire de la commune de SAINT-SAUVEUR, parcelle cadastrée ZO 42;

Considérant que l'arrêté préfectoral du 6 juin 2019 est entaché d'une erreur matérielle ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Somme;

- ARRÊTE -

Article 1^{er} : L'article 6 de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2019 est rectifié comme suit :

***Article 6** : Monsieur Joël GAFFET est désigné en qualité de commissaire-enquêteur. Il a son siège en mairie de SAINT-SAUVEUR, où tout courrier peut lui être adressé.*

Il se tiendra à la disposition du public les : vendredi 28 juin 2019 de 9h00 à 12h00, samedi 6 juillet 2019 de 9h00 à 12h00, jeudi 11 juillet 2019 de 16h00 à 19h00, lundi 29 juillet 2019 de 14h00 à 17h00 .

Article 2 : La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, les maires des communes de SAINT-SAUVEUR, SAINT-VAAST-EN-CHAUSSEE, VAUX-EN-AMIENOIS, ARGOEUVES et LA-CHAUSSEE-TIRANCOURT , le commissaire enquêteur et la société ELCIMAÏ Réalisations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- à l'inspecteur des installations classées ;
- à la présidente du tribunal administratif d'AMIENS ;
- au directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement des Hauts de France.

Amiens le 27 JUIN 2019

Pour la préfète et par délégation
Le sous-préfet, directeur de cabinet


Cyril MOREAU